

OPINION

redaction.union@sonapresse.com

De la féminisation des noms des titres et fonctions au Gabon

Par Dr Dieudonné MUNZANGALA-MUNZIEWU*

LORS de la visite au Gabon de la Première ministre togolaise, Victoire Tomégah-Dogbé, en octobre 2021, puis celle de son homologue gabonaise, Rose Christiane Ossouka Raponda, au Togo, en décembre 2021, j'ai constaté que la féminisation des noms des titres et fonctions est inversement laborieuse à l'élan d'accès des femmes aux hautes fonctions administratives et politiques. Autant, côté togolais, la communication sur les deux visites s'en tenait au masculin pour désigner la fonction de Premier ministre, autant la presse gabonaise usait de " Première ministre " et de " cheffe du gouvernement ". D'où ma question : faut-il ou non féminiser ? La langue française, d'un point de vue morpho-syntaxique, n'est pas fermée à la féminisation des titres et fonctions. Chaque nom

a un genre (masculin, féminin, rarement épïcène, c'est-à-dire à double genre). La persistance de la domination du masculin dans les titres et fonctions est donc moins linguistique qu'idéologique (sexisme, conservatisme...).

En effet, les métiers/fonctions n'ont pas de sexe, mais la manière de les désigner, elle, a bien un genre. On dit un-e agriculteur-trice, un-e instituteur-trice, un-e chanteur-teuse. D'où vient alors que lorsqu'il s'agit de pouvoir, l'on hésite ou se refuse à féminiser, lors même que les "propriétaires" de la langue (Belges, Canadiens, Français, Suisses, par opposition aux "locataires" anciennement colonisés) le font ? Certes, le processus a été long, mais c'est fait et l'on dit désormais sans barguigner la présidente, la Première ministre, la députée, la sénatrice, la maire, la directrice générale, la professeure, l'autrice. Ici, que nenni ! comme si ces titres et fonctions exigeaient des

qualités socialement considérées propres aux hommes.

CONTRASTE. Je pars de l'idée qu'il existe une marge entre le principe (l'égalité homme/femme) et le réel (la domination masculine). Ma réflexion porte sur le contraste entre la modernité démocratique dont nous nous réclamons et la persistance de certaines pratiques qui me paraissent rétrogrades. En effet, alors que l'on vient de célébrer le demi-siècle de la Francophonie officielle (20 mars 2022), il paraît opportun de poser la question du "sexisme" du français, du moins tel qu'il est parlé au Gabon.

A cet égard, les titres et fonctions, dans l'espace politico-institutionnel gabonais, sont illustratifs de ce machisme. C'est que, dans les représentations collectives, y compris dans l'imaginaire de certaines femmes occupant des fonctions officielles et refusant la féminisation des titres – ce qui est plus grave –, domine encore le "phallogocentrisme", néologisme forgé par Jacques Derrida pour dénoncer le fait que les humains mâles ont "monopolisé la parole (logos) depuis trop longtemps, exerçant une domination illégitime sur des êtres privés de mots", à savoir les animaux ("Tympan", in Marges de la philosophie, Paris, Minuit, Collection Critique, 1972, p. xvii). Une réception féministe de ce concept derridien en fait la critique du rôle prééminent (proéminent !) du mâle dans la détermination de la sémantique politique, c'est-à-dire les normes du vivre-ensemble. Il y a confiscation de la parole philosophique par les mâles et exclusivité masculine du sens, étant supposé que le logos est masculin. Au fond, domine un diptyque sexiste : d'un côté, l'équation (Virilité = Rationalité = Vérité) ; de l'autre, l'équation (Féminité = Sensibilité = Beauté). Par sa maîtrise du logos, le mâle humain s'élève et contemple la vérité, ce qui lui conférerait le pouvoir de fixer le nomos, de déterminer la culture, suivant le charisme de son verbe. A l'opposé, sa maladresse logique maintient le féminin au niveau de



Photo : DRI/L'Union

Dieudonné Munzangala-Munziewu.

la phusis, en simple élément de la nature, ne faisant valoir que sa sensibilité à l'égard de celle-ci, son charme, dans le silence, à l'écoute du maître.

Ce schéma équivaut à une assignation d'essence. Tout se passe comme si, selon le mot de Robert Baker, "l'humanité est une prérogative masculine" (cf. Claude Habib, "Femmes, féminisme", in Ph. Raynaud et S. Rials dir., Dictionnaire de philosophie politique, Paris, PUF, 1996, 7^e éd. 2020, p. 278).

DECLOISONNEMENT. Quel peut être l'intérêt de la féminisation des titres dans le contexte gabonais ? En réalité, il s'agit non d'abolir les genres, ni de les confondre, mais de les décloisonner. Dans cette optique, l'entreprise revient à penser la différence sans pour autant justifier les rapports de domination. Déconstruire "féministe-ment" le logos revient nécessairement à critiquer la logique ordinaire, celle à laquelle nous sommes habitués, en s'attaquant à l'impensé de la féminité, aussi bien dans la perception du pouvoir que dans l'exercice de celui-ci, même de la part des femmes de pouvoir, celles qui ont une parcelle d'autorité dans la société.

Or, les titres reflètent une époque où certaines fonctions étaient exclusivement masculines. Quoi de plus normal que de les adapter au contexte actuel où les plus hautes fonctions du dispositif politico-institutionnel échangent à des femmes (ou l'ont été) : présidente de la République durant la transition de 2009, Première ministre, présidente du Sénat, présidente de la Cour Constitutionnelle, présidente du

Conseil économique et social, présidente de la Médiature de la République, ministres à des postes régaliens (Justice, Défense), maire de Libreville, générales dans les Forces de défense et de sécurité, gouverneures de provinces, doyenne de faculté, professeure.

En définitive, la persistance du "phallogocentrisme" dans la désignation (l'autodésignation) des fonctions occupées par les femmes trahit une conception du monde où l'espace public (agora) demeure l'empire du mâle, la femelle étant reléguée et cantonnée à la domesticité (oikos). Pire, une lecture conservatrice des évangiles complexifie le processus d'égalisation symbolique des genres : "L'homme est le chef de la femme" (Saint Paul aux Corinthiens, XI, 3).

En l'occurrence, les efforts de féminisation des fonctions/postes ne s'accompagne guère d'une féminisation des titres, comme si l'on fermait les yeux et les oreilles sur la charge symbolique, voire la violence d'un tel refus. Chef de famille (caput familiae), chef de la société (caput societatis) et même chef de l'humanité (caput humanitatis), n'est-ce pas à Adam que Dieu a effectivement conféré le pouvoir de disposer (du reste) de la création (Genèse I, 24-30), Eve n'étant qu'une aide ?

C'est en conceptualisant des situations de domination que l'on peut renouveler les pratiques et les rôles sociaux, ainsi que le théorise Manon Garcia (On ne naît pas soumise, on le devient, Paris, Flammarion, 2018), en droite ligne de Simone de Beauvoir. Aussi, peut-on se demander si le discours politico-institutionnel peut continuer d'ignorer que les mots peuvent se penser comme des pansements des maux féminins de notre société ? Alors, féministes du Gabon, encore un effort ! He for she oblige !

* Chargé de Recherche en philosophie morale et politique (IRSH-Cenarest, Libreville)

Le clin d'œil de *lybek*

